

PÉTROLE, MARCHÉS FINANCIERS ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Après les taux d'intérêts négatifs sur les marchés bancaires, les prix négatifs de l'électricité... voilà venus les cours négatifs du pétrole.

Le pétrole est coté sur deux marchés financiers. Le plus connu est le Brent, sur lequel sont négociés des contrats représentatifs du pétrole extrait en mer du nord, et c'est le pétrole qui circule le plus, principalement par super-tankers. En général, le prix du baril de pétrole fait référence au Brent.

Le WTI (acronyme de West Texas Intermediate) est coté à New-York, principalement pour du pétrole Etats-Uniens (Texas, Louisiane, Dakota du nord...). Il circule moins que le Brent et essentiellement par voie terrestre (oléoducs). Son cours dépend du pétrole issu du gaz de schiste dont la production s'est envolée en Amérique du Nord depuis les années 2010. Le cours du baril WTI est généralement légèrement inférieur à celui du Brent, tout en restant assez proche.

Les 20 et 21 avril derniers les cours du pétrole se sont affolés puis ont chuté pour devenir négatifs sur le WTI... alors que sur le Brent il est resté positif.

Choc de la demande... et donc choc d'offre

Le choc de demande est lié à la crise du Covid-19 et au confinement qui en a résulté. En France, la consommation de gazole a été inférieure de 75 % à 80 % à son niveau habituel (avions cloués au sol, industrie au ralenti...).

Jusqu'au mois d'avril, l'Arabie Saoudite (dont les coûts de production sont particulièrement bas) et la Russie se sont livrés à une guerre des prix pour récupérer des parts de marché perdues face aux USA.

Dans un contexte d'effondrement de la demande, cela a créé le choc d'offre et une surproduction massive, car, en plus, les compagnies privées américaines ont main-



© EDF - ERANIAN PHILIPPE / TOMA

tenu des niveaux de production élevés et cela a entraîné des problèmes de stockage du pétrole brut. Or, il est très compliqué d'arrêter le forage et de mettre un puits à l'arrêt (cette mesure est très rarement privilégiée car elle



engendre des coûts et peut parfois endommager les installations de façon irrémédiable).

Au final, Arabie saoudite et Russie sont arrivées à un accord pour diminuer leur production de 10 millions de barils par jour à compter du 1^{er} mai, ce qui a fait remonter les cours : fin avril le Brent se négociait à moins de 20 \$ le baril (niveau non atteint depuis 1996) contre 68 \$ en janvier.

Le marché pétrolier : un marché financier « à terme »

Les investisseurs, principalement des acteurs financiers (banques d'investissements, assureurs, fonds souverains, hedge funds), n'achètent pas physiquement du pétrole. Ils négocient des contrats qui leur donnent le droit d'acquérir une certaine quantité de pétrole à un prix déterminé : ils revendent leurs contrats avant terme, et empochent des plus-values...

Le 20 avril était le dernier jour sur le WTI pour négocier les contrats pour une livraison en mai. Ce jour-là, beaucoup de vendeurs et très peu d'acheteurs, les compagnies pétrolières ont pris brutalement conscience que les offres étaient trop importantes et les stocks déjà saturés. Elles ont tenté de liquider leurs positions ou de les reporter sur des contrats à échéance de juin. Mais à cela s'est ajouté le « jeu » habituel des spéculateurs : certains laissent baisser les cours pour acheter au plus bas. Les robots de trading (programmes automatiques d'achat ou de vente), pour certains d'entre eux, ont disjoncté et se sont retirés du marché (ils ne savent pas traiter des cours négatifs !).

Enfin, un certain nombre de Hedge Funds, qui pratiquent les ventes à découvert (c'est-à-dire vendre un actif qu'on ne possède pas mais qu'on sera en mesure de détenir le jour de sa livraison) ont spéculé à la baisse comme ils le font sur tous les actifs financiers.

C'est toute cette machinerie financière qui a provoqué l'effondrement des prix et qui illustre à merveille la financiarisation de l'économie, qui n'est pas pour rien dans la crise actuelle.

Au-delà du pétrole, toutes les matières premières sont aussi des marchés financiers, y compris le blé ou le riz, et cela explique les pénuries alimentaires dramatiques de 2008 au moment de la crise financière.

**La financiarisation
de l'économie
n'est pas pour rien
dans la crise actuelle**

Impacts sanitaires... puis impacts sociaux

Le pétrole constitue une ressource majeure pour plusieurs pays : son exportation apporte des devises qui servent, notamment dans les pays du sud, à financer leur modèle social.

En Algérie, gaz et pétrole représentent 85 % des exportations (Irak 90 % que pour le pétrole). Moins de ventes et ce sont des problèmes pour payer les salaires des fonctionnaires, pour la santé, l'éducation, des centaines d'acteurs impactés, des faillites... et des dizaines de milliers d'emplois menacés.

En France, Total qui n'a pas renoncé à verser des dividendes à ses actionnaires cette année, annonce un plan d'austérité avec une baisse de 30 % des investissements : des désinvestissements sont même envisagés. Mais cela n'impactera pas son secteur des Energies Renouvelables (EnR), et pour cause ! Prioritaires sur le réseau, les EnR subventionnées ne sont pas affectées par la baisse de la demande d'électricité, ni par la baisse des prix compte tenu des mécanismes d'appels d'offres à prix garantis.

Dans le même temps, en raison de l'épidémie du Covid-19, Total Direct énergie a enclenché une procédure contre EDF au Tribunal de commerce pour obtenir la suspension d'une partie de ses obligations d'achat d'électricité nucléaire auprès d'EDF dans le cadre du contrat Arenh... et le tribunal vient de lui donner raison alors qu'il y a quelques mois, Total demandait son déplafonnement au-delà de 100 TWh.

L'énergie « verte » : autre victime collatérale ?

Il y a 3 ans les USA sont redevenus 1^{er} producteurs de pétrole au monde, car dans le monde d'avant, à 60 \$ le baril, forer du pétrole en eau profonde ou dans le sable était rentable. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Mais à moins de 20 \$, les efforts de transition énergétique vers une production sans CO₂ deviennent moribonds. Aucune éolienne, aucun panneau photovoltaïque (PV), aucune flotte auto électrique ne rivalise avec une usine au fioul et un pétrole bradé.

La dépendance de la France aux énergies fossiles est une question centrale

La France importe la quasi-totalité des hydrocarbures qu'elle consomme dans les transports et l'habitat. Sa balance commerciale est déficitaire à hauteur de 59 Md €, principalement avec sa facture énergétique. Si la dépression des cours du pétrole peut éviter de creuser ce déficit, sa dépendance aux énergies fossiles est une question centrale. C'est cela qui aurait dû préoccuper le gouvernement pour sa stratégie climat et l'accord de Paris. Or, c'est au second plan dans les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie. Le mix énergétique est essentiellement vu sous le prisme de l'électricité (1/4 de

Stratégie des entreprises

la consommation énergétique) avec le développement des EnR électriques en substitution d'un nucléaire déjà décarbonné et la fermeture de 14 réacteurs. Pour la FNME CGT, ces orientations énergétiques sont une absurdité : cela n'a aucun impact sur le climat, c'est en deçà des objectifs de l'accord de Paris... et ça coûte « un pognon de dingue » : déjà 120 Md € de subventions prélevées sur les citoyens au travers de taxes sur les carburants. Et cela va encore s'amplifier si les orientations de la PPE ne changent pas de cap. La hausse importante de la taxe carbone devait absorber ces subventions aux EnR... avant que le mouvement des gilets jaunes n'y mette fin temporairement. Pour 2019, ce sont 7 Mds€ consacrés aux EnR !

120 Md € de subventions pour les EnR, prélevées sur les citoyens

Le budget rectificatif, voté lors de la crise Covid-19, fait apparaître une moins-value d'un milliard sur les recettes

4 AXES POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL :

- 1 Une sortie du marché pour un service public avec pour mission centrale la lutte contre le réchauffement climatique.
- 2 Un tarif unique et basé sur les besoins.
- 3 Une fiscalité de l'énergie plus juste.
- 4 Une solidarité renforcée et un droit fondamental d'accès à l'énergie.

ENSEMBLE, LANÇONS LE PROGRAMME PROGRESSISTE DE L'ÉNERGIE

des taxes sur les carburants. Ce manque de recettes pour le financement des EnR aura donc des impacts sur les orientations de la transition énergétique, même si le gouvernement dit ne pas vouloir rectifier ses objectifs. Ce sera donc au détriment d'autres dépenses (sociales ?) et donc la double peine.

La FNME CGT propose un autre projet pour le Secteur Énergétique (voir encadré).

LE PROGRAMME PROGRESSISTE DE L'ÉNERGIE : LE PPE DE LA FNME CGT

Fiscalité revue

La transition énergétique actuelle doit être revue. Par exemple, par l'affectation majoritaire des taxes sur l'énergie aux investissements et aides nécessaires à la transition écologique : infrastructures alternatives à la route et utiles au report modal, résorption de la précarité énergétique avec effort massif sur les travaux et la qualité de l'isolation des logements...

Baisse de la TVA à 5,5 % pour l'électricité et le gaz et dans un second temps, suppression de la TVA. Les factures doivent englober les nécessités de service public, sans qu'elles soient considérées comme une taxe mais comme une solidarité envers les zones les plus éloignées et les citoyens les plus démunis. Il faut donc aussi supprimer la taxe CSPE.

Contrôle du secteur et retour à des entreprises publiques

Pour coordonner et planifier les besoins d'une transition énergétique réussie pour tous, il faut redonner à la Nation le contrôle du secteur énergétique. Le marché n'a fait qu'augmenter les prix et la précarité énergétique : +35 % sur l'électricité et +85 % sur le gaz. La FNME CGT propose que le service public de l'énergie soit composé d'établissements publics industriels et commerciaux (ÉPIC). La base pourrait être un ÉPIC Électricité et un

ÉPIC Gaz, assis tous les deux sur des garanties collectives de haut niveau comme le Statut de l'énergéticien.

Relocalisations et ré industrialisation de la France

La désindustrialisation, révélée lors de la crise du Covid-19, a montré nos faiblesses, la perte de fabrications françaises et de savoirs faire industriels et cela pourrait s'aggraver dans beaucoup d'autres domaines.

Dans le secteur des EnR, notre pays dépend totalement des industries étrangères pour les équipements spécifiques solaires (Chine) et éoliens (Europe du Nord). Les subventions ne font que renforcer des industries étrangères, écrasant un peu plus les rares équipementiers rescapés français. La recherche doit être boostée.

Pour l'hydroélectricité, les centrales thermiques et la partie classique des installations nucléaires (salle des machines), Alstom a toujours été incontournable en France. La vente de sa partie « énergie » en 2015 à l'américain General Electric a mis fin au pôle d'excellence mondiale français de l'hydroélectricité.

La transition énergétique doit se doter d'un volet industriel avec une politique industrielle ambitieuse, programmée sur le moyen et long terme, lui donnant enfin de la visibilité pour le futur.